

# REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

## MODIFICATIONS SUITE AUX AVIS DES PPA ET CDNPS

20-5-2019

En vert : modifications à apporter

### MODIFICATIONS SUITE AUX AVIS DE LA PREFECTURE

Remarque Rapport de présentation Publicité	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée
Dans le paragraphe « hors agglomération — préenseignes dérogatoires », il convient de remplacer dans la dernière phrase : « publicité » par « préenseigne dérogatoire ». La publicité est soumise à une réglementation différente	14	Les dimensions de ces publicités sont au maximum de 1,5m de large par 1m de haut.	Les dimensions de ces publicités <b>préenseignes dérogatoires</b> sont au maximum de 1,5m de large par 1m de haut.
Il convient de corriger la date d'arrêt du projet par le conseil municipal au 30 novembre 2018 au lieu du 12 novembre 2015.	32	• arrêt du projet par le Conseil Municipal le 12 novembre 2015,	• arrêt du projet par le Conseil Municipal le <b>30 novembre 2018</b> ,
Remarque Règlement Publicité	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée
Article 2... à ce jour, la publicité est interdite à moins de 100 mètres d'un monument historique et dans son champ de visibilité. La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) a harmonisé les périmètres notamment avec le code du patrimoine. Ainsi, le périmètre d'interdiction de la publicité sera de 500 mètres autour des monuments historiques. (cf. Article 112, loi LCAP).	3	Article 2... - Zone <b>1</b> : les abords de l'église de Menneval, rayon de 100m ...	Article 2... - Zone <b>1</b> : les abords de l'église de Menneval, rayon de <b>400 500m<sup>1</sup></b>
Il convient de modifier le périmètre autour de l'église inscrite au titre des monuments historiques.			

<sup>1</sup> Conformément à la Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine RLP de Menneval – Modifications suite aux avis des PPA et CDNPS - page 1 -

Remarque Règlement Publicité	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée
<p>Article 3...</p> <p>il convient de remplacer le mot « admise » par « autorisée » pour une meilleure compréhension.</p> <p>Les articles définissant le mobilier urbain dans le code de l'environnement ont été modifiés. Il convient de les mettre à jour, suivant le code de l'environnement en vigueur (R.581-42 à R.581-47).</p>	3	<p>Article 3</p> <p>La publicité est uniquement admise dans les 2 cas définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le mobilier urbain défini à l'article R.581-31 du Code de l'Environnement : la publicité commerciale ne doit pas dépasser 2m<sup>2</sup>,</li> <li>- pour les autres mobiliers urbains, définis aux articles R.581-42 à R.581-46, le Code de l'Environnement s'applique,</li> </ul>	<p>Article 3</p> <p>La publicité est uniquement admise autorisée dans les 2 cas définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur le mobilier urbain défini à l'article R.581-34 R.581-47 du Code de l'Environnement : la publicité commerciale ne doit pas dépasser 2m<sup>2</sup>,</li> <li>- pour les autres mobiliers urbains, définis aux articles R.581-42 à R.581-46 R.581-26 à R.581-30, le Code de l'Environnement s'applique,</li> </ul>
<p>Article 4.2 et 5.2 :</p> <p>il convient d'ajouter à la liste de matériaux représentatifs du patrimoine architectural local : le moellon.</p>	4	<p>Elle [la publicité] est interdite lorsque le mur-support est constitué de matériaux représentatifs du patrimoine architectural local à savoir: la brique, le pan de bois, le bardage en ardoises ou en clins de bois.</p>	<p>Elle [la publicité] est interdite lorsque le mur-support est constitué de matériaux représentatifs du patrimoine architectural local à savoir: la brique, le pan de bois, le bardage en ardoises ou en clins de bois, le moellon.</p>
<p>Article 5 : il convient de revoir la numérotation des notes de bas de page</p>	4		<p>fait</p>
<p>Article 5.7 et 9 : Il convient d'ajouter en bas de page la signification des termes « SDP » et « SHON ».</p>	5	<p>Dans le cas des opérations immobilières, est considérée comme fin d'opération la vente ou la location de plus de 75% de la SDP.</p> <p>Dans le cas des opérations immobilières, est considérée comme fin d'opération la vente ou la location de plus de 75% de la SDP SHON.</p>	<p>Dans le cas des opérations immobilières, est considérée comme fin d'opération la vente ou la location de plus de 75% de la SDP<sup>7</sup>.</p> <p><sup>7</sup> Surface de Plancher</p> <p>Dans le cas des opérations immobilières, est considérée comme fin d'opération la vente ou la location de plus de 75% de la SDP<sup>117</sup> SHON.</p> <p><sup>11</sup> Surface de Plancher</p>



Remarque Règlement Publicité	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée
Article 8.2.1 :  Il convient de rajouter la phrase suivante : « Lorsque l'activité ne s'exerce pas dans tout le bâtiment, les enseignes perpendiculaires seront implantées au niveau du rez-de-chaussée; en cas d'impossibilité technique, elles peuvent être installées sous le rebord de la fenêtre du 1 <sup>er</sup> étage. » La surface maximale unitaire sera de 0,6m de hauteur par 0,6m de longueur.	9	8.2.1. Implantation  Les enseignes perpendiculaires ne peuvent pas être apposées devant une baie ou un balcon, un auvent ou une marquise, une toiture ou une terrasse.  Elles doivent être implantées entre 2,4 et 5 mètres du sol pour les bâtiments d'habitation et entre 2,4 et 8 mètres pour les bâtiments d'activités, dans le respect des règlements de voirie existants.  S'il y a plusieurs dispositifs pour une même raison sociale, les enseignes perpendiculaires doivent être distantes d'au moins 8 mètres.	8.2.1. Implantation  Les enseignes perpendiculaires ne peuvent pas être apposées devant une baie ou un balcon, un auvent ou une marquise, une toiture ou une terrasse.  Elles doivent être implantées entre 2,4 et 5 mètres du sol pour les bâtiments d'habitation et entre 2,4 et 8 mètres pour les bâtiments d'activités, dans le respect des règlements de voirie existants.  S'il y a plusieurs dispositifs pour une même raison sociale, les enseignes perpendiculaires doivent être distantes d'au moins 8 mètres.  Lorsque l'activité ne s'exerce pas dans tout le bâtiment, les enseignes perpendiculaires seront implantées au niveau du rez-de-chaussée; en cas d'impossibilité technique, elles peuvent être installées sous le rebord de la fenêtre du 1 <sup>er</sup> étage. La surface maximale unitaire sera de 0,6m de hauteur par 0,6m de longueur.
Article 9 : 3 <sup>ème</sup> paragraphe, les « articles 13 à 16 » font référence au règlement de l'ancien RLP. Il convient de mettre à jour ces articles suivant le nouveau règlement du RLP.	11	Les enseignes temporaires sont soumises aux mêmes règles que les enseignes implantées pour une longue durée (articles 13 à 16), à l'exception des enseignes signalant des activités socio-culturelles ou sportives qui peuvent être réalisées au moyen de calicots, kakémonos ou de drapeaux.	Les enseignes temporaires sont soumises aux mêmes règles que les enseignes implantées pour une longue durée (articles 6 à 8 43 à 46), à l'exception des enseignes signalant des activités socio-culturelles ou sportives qui peuvent être réalisées au moyen de calicots, kakémonos ou de drapeaux.
<b>Limites de l'agglomération :</b>  Cet élément n'était pas présent dans le dossier reçu à la préfecture le 26 décembre 2018. Pour rappel, les limites de l'agglomération fixées par arrêté du maire doit être annexé au RLP avant l'approbation du projet.		<b>Plan initial</b>	<b>Nouveau plan</b>
périmètre autour de l'église (cf. supra).			500m autour de l'église



# MODIFICATIONS SUITE AUX AVIS de Paysage de France (exprimés en CDNPS)

Remarque Rapport de présentation Publicité	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée
Publicité sur le mobilier urbain ... en vertu des dispositions combinées des articles R:581-422 et R.581-31, cette dernière est interdite dans les agglomérations précitées [moins de 10 000 hbt].  ... La-prétendue « erreur rédactionnelle » mentionnée dans le guide réalisé par le cabinet Cadre § Cité n'a jamais fait l'objet d'une correction...	34 et 35	Publicité limitée à 2m² sur mobilier urbain...  Publicité lumineuse interdite sur mobilier urbain	L'article R581-31 interdit la publicité scellée au sol dans les communes de moins de 10 000 hbt mais l'article R581-42 1 <sup>er</sup> alinéa présente le cas du Mobilier urbain comme spécifique « eu égard à sa fonction »  Le guide édité par le Ministère explique effectivement que le renvoi à l'article R831-31 dans sa globalité (et non au seul alinéa 2), est une erreur rédactionnelle.  Maintien des dispositions autorisant la publicité non lumineuse sur mobilier urbain, dans un format maximal de 2m²
Publicité sur le mobilier urbain ...il est envisagé de l'appliquer jusque dans le périmètre de protection de l'église, en dérogeant — illégalement donc — aux dispositions de l'article L581-8 (1 - 1°) interdisant normalement toute publicité aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article 620-30 du Code du patrimoine.	34 et 35	La possibilité de publicité sur mobilier urbain est maintenue (interdiction relative définie aux articles L581-8 et R. 581-30 du Code de l'environnement), car la commune maîtrise le choix des emplacements de ces supports, et tiendra compte de la sensibilité paysagère des lieux. Chaque emplacement sera réfléchi au cas par cas, en termes de paysage urbain et d'environnement. La dimension et le procédé seront choisis en fonction des sensibilités du lieu.	La publicité (y compris sur mobilier urbain) est interdite (articles L581-8 et R. 581-30 du Code de l'environnement), car la commune maîtrise le choix des emplacements de ces supports, et tiendra compte de la sensibilité paysagère des lieux. Chaque emplacement sera réfléchi au cas par cas, en termes de paysage urbain et d'environnement. La dimension et le procédé seront choisis en fonction des sensibilités du lieu.
Remarque	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée

<sup>2</sup> Article R581-42 : Le mobilier urbain peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction et dans les conditions définies par la présente sous-section, supporter de la publicité non lumineuse ou de la publicité éclairée par projection ou par transparence.  
Il ne peut pas supporter de la publicité numérique dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants et dans les espaces définis aux 3°, 7° et 8° de l'article L. 581-8.  
Il respecte les conditions applicables aux dispositifs publicitaires prévues par les articles R. 581-30, R. 581-31, R. 581-34, R. 581-35 et R. 581-41. Lorsqu'il supporte de la publicité numérique il ne peut être placé à moins de 10 mètres d'une baie d'habitation située sur un fonds voisin lorsque la publicité numérique est visible de la baie et située parallèlement à celle-ci. La distance se mesure de la partie inférieure de la baie jusqu'à la partie supérieure de l'écran numérique.  
Dans les autres cas, il est placé conformément aux prescriptions du règlement local de publicité, ou, à défaut, celles de l'autorité compétente en matière de police.  
Article R581-31 : Les dispositifs publicitaires non lumineux, scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants...

Rapport de présentation Publicité			
<p>Publicité sur le domaine privé</p> <p>« La limitation des surfaces de façon générale à 8m<sup>2</sup> maximum semble souhaitable car le 12 m<sup>2</sup> paraît surdimensionné sur cette commune au bâti peu élevé. » (Rapport de présentation page 31, 3.1, dernier §)</p> <p>Alors que la surface maximale des publicités — ainsi que cela est noté ailleurs — est fixée à 4 m<sup>2</sup> maximum cadre compris par le RNP</p>	31	<p>Le long de la RD 6138 route de Rouen, la publicité était autorisée sur mur uniquement, et dans un format de 12m<sup>2</sup> maximum. La voie n'est plus définie comme « voie à grande circulation » : le Code de l'environnement limite à 4m<sup>2</sup> le format maximal sans qu'il soit possible d'aller au-delà.</p> <p>La commune souhaite limiter à un seul dispositif par mur, alors que le Code de l'environnement laisse la possibilité d'en avoir 2 de même surface et alignés, sous l'égout du toit.</p> <p>...</p> <p>La limitation des surfaces de façon générale à 8m<sup>2</sup> maximum semble souhaitable car le 12 m<sup>2</sup> paraît surdimensionné sur cette commune au bâti peu élevé.</p>	<p>Suppression de la phrase erronée.</p> <p>Le long de la RD 6138 route de Rouen, la publicité était autorisée sur mur uniquement, et dans un format de 12m<sup>2</sup> maximum. La voie n'est plus définie comme « voie à grande circulation » : le Code de l'environnement limite à 4m<sup>2</sup> le format maximal sans qu'il soit possible d'aller au-delà.</p> <p>La commune souhaite limiter à un seul dispositif par mur, alors que le Code de l'environnement laisse la possibilité d'en avoir 2 de même surface et alignés, sous l'égout du toit.</p> <p>...</p> <p><del>La limitation des surfaces de façon générale à 8m<sup>2</sup> maximum semble souhaitable car le 12 m<sup>2</sup> paraît surdimensionné sur cette commune au bâti peu élevé.</del></p>


Remarque Règlement Enseignes	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée
<p>Zone 3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Supprimer l'autorisation des enseignes numériques pour « les commerces de plus de 10 000 m<sup>2</sup> » ;</li> </ul>	9 et 10	<p>Article 8.3.1 ... Les dispositifs lumineux de type écran-vidéo ou leds ne sont autorisés que lorsque l'unité foncière présente une surface de plus de 10 000m<sup>2</sup>. Il doit être situé à plus de 20m en recul de la voie. Il ne peut pas y avoir d'enseigne de type écran-vidéo scellé au sol s'il en existe un sur façade.</p>	<p>dispositif visible depuis le parking – et non depuis la route.</p> <p>Autorisation maintenue, recul porté à 50m</p> <p>Il doit être situé à plus de 20m 50m en recul de la voie. Il ne peut pas y avoir d'enseigne de type écran-vidéo scellé au sol s'il en existe un sur façade.</p>
<p>Zone 3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ramener la surface maximale des enseignes sur façade des « bâtiments d'activités » à 12 m<sup>2</sup> (au lieu de 24 m<sup>2</sup>) ;</li> </ul>	8	<p>Article 8.1.4... Pour les bâtiments d'activités<sup>4</sup>, - sur chaque façade, la surface totale des enseignes doit être inférieure à 15% de la surface de la façade commerciale avec un maximum de 24m<sup>2</sup> ; sur les bâtiments présentant plusieurs cellules commerciales, il est autorisé un panneau de 6m<sup>2</sup> pour chacune.</p>	<p>Cas par exemple de Distri center (cf. photo 1) 300m<sup>2</sup> de façade x 15% = 45m<sup>2</sup> limité à 24m<sup>2</sup> = ce qui existe et n'est pas jugé excessif. Mais il faut ajouter, comme dans le règlement national :</p> <p>Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade.</p> <p>Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés.</p> <p>sur les bâtiments présentant plusieurs cellules commerciales, il est autorisé un panneau de 4m<sup>2</sup> pour chacune dans le respect des surfaces globales de façade.</p>

Photo 1

\_\_\_\_\_



Remarque Règlement Enseignes	page	Rédaction Initiale	Rédaction modifiée
<p>Zone 3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proscrire les enseignes au sol de type «totem » au profit d'enseignes en lettres découpées sur muret de 3,5 m<sup>2</sup> maximum, crépi ou en pierres ;</li> <li>... vecteur de banalisation du paysage, à proscrire dès lors qu'un territoire veut se protéger contre ce phénomène et promouvoir son identité propre...</li> </ul>	9	<p>En plus des dispositions générales (article 6), les dispositifs scellés au sol de plus de 1m<sup>2</sup> doivent être traités avec soin et se démarquer, par leur qualité esthétique, des panneaux publicitaires. Ils doivent revêtir la forme d'un « totem<sup>10</sup> ».</p> <p><sup>10</sup> Dispositif vertical, d'aspect monolithique, dont la structure n'est pas visible ; les faces se prolongent jusqu'au sol ; il s'inscrit dans un volume globalement trois à quatre fois plus haut que large</p> <p>. Elles ne sont autorisées que lorsque l'activité se situe en retrait de la voie publique, et que ce type d'enseigne constitue le seul moyen de se signaler, c'est-à-dire lorsqu'une enseigne perpendiculaire ne serait pas visible depuis la voie.</p> <p>Le nombre est limité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 dispositif de plus de 1m<sup>2</sup>, sans dépasser 6m<sup>2</sup></li> <li>1 de moins de 1m<sup>2</sup>, et moins de 3m de haut (drapeau, mini-totem, panonceau), plus 1 par 40m de linéaire, sans dépasser 3.</li> </ul> <p>à condition qu'ils soient maintenus en bon état, propres et attachés à leur support et à condition qu'ils ne créent pas de gêne sonore pour des habitations voisines.</p>	<p>L'obligation de totem est supprimée. La proposition de murets de 3,5m<sup>2</sup> support d'enseigne n'est pas retenue/</p> <p>En plus des dispositions générales (article 6), les dispositifs scellés au sol de plus de 1m<sup>2</sup> doivent être traités avec soin et se démarquer, par leur qualité esthétique. Ils peuvent revêtir la forme d'un « totem ».</p> <p>Pas de modification car une telle rédaction reviendrait à interdire les dispositifs scellés au sol en avant des bâtiments commerciaux situés en retrait de la voie publique, ce qui n'est pas souhaité.</p>
<p>Zone 3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Modifier la rédaction de l'article 8.3.2 (voir encadré page 2) : interdire totalement les enseignes scellées au sol ou ne les autoriser que si <u>aucune</u> enseigne n'est visible</li> </ul> <p>Se référer aux seules « enseignes perpendiculaires » n'est pas cohérent dès lors que les enseignes sur façade, commerciale ou non, sont visibles depuis ladite voie.</p>	10		

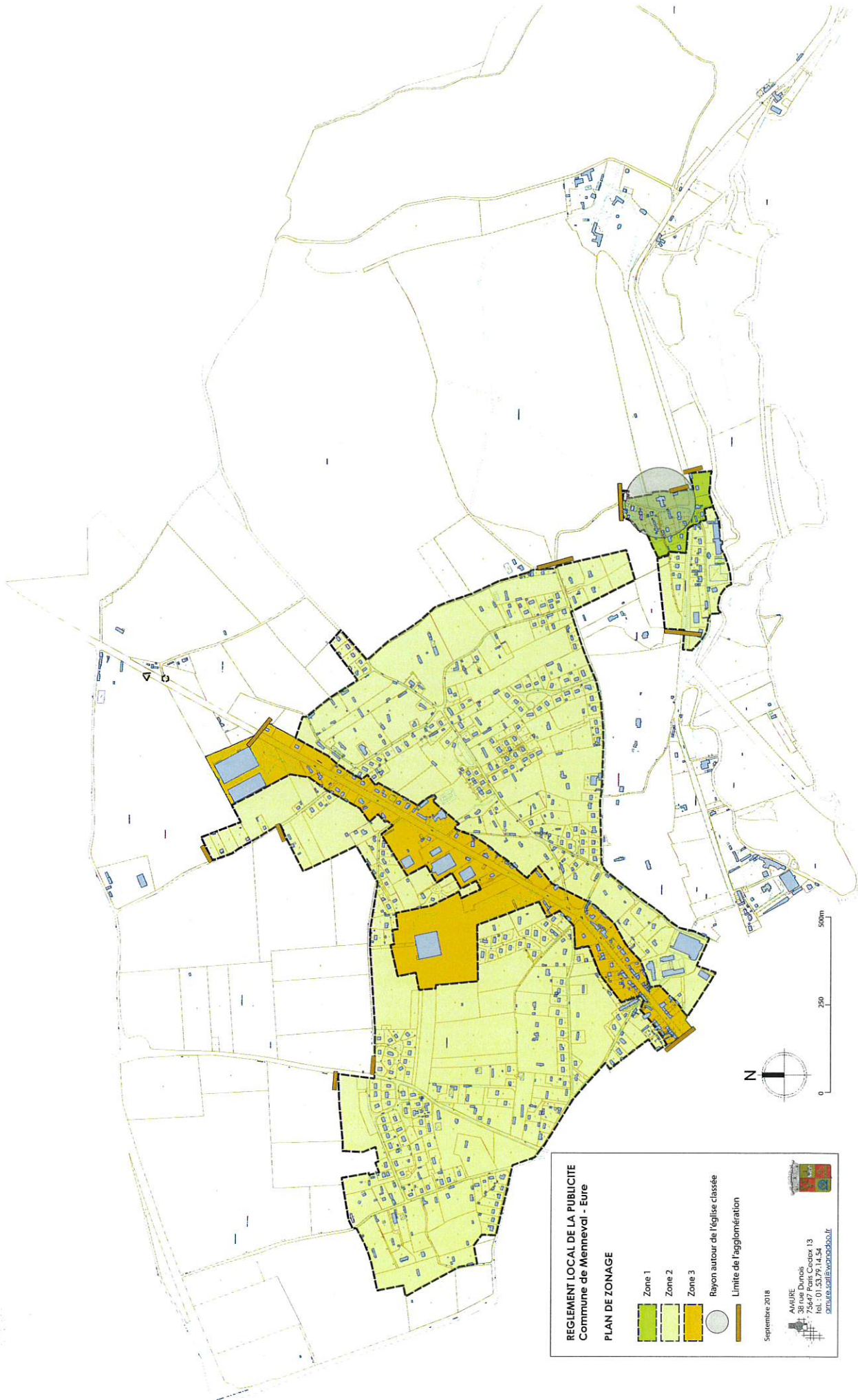
Remarque zonage	page	Rédaction initiale	Rédaction modifiée
1 - consiste notamment à appliquer les règles les moins protectrices dans la zone 3 (« activités commerciales »), secteur où l'enjeu devrait pourtant être de l'insérer au mieux dans le tissu « urbain » en y conduisant notamment une politique de réhabilitation et d'amélioration de la qualité de l'environnement...			<i>Proposition non retenue</i>
2 - Le périmètre de l'agglomération englobe des espaces non bâtis (voir à titre d'exemple le terrain agricole situé entre la rue du Calvaire et le chemin de Hayes) ainsi que des secteurs ne comportant pas de bâti rapproché			<p>Ces secteurs non bâtis sont en zone U, et situés à l'intérieur des limites de l'agglomération. Le zonage a été défini en se calant sur le PLU, de façon à être cohérent avec lui.</p> <p>Plusieurs grands secteurs ont été exclus du zonage, parce que leur urbanisation n'est pas prévue à court terme</p> <p><b>Zonage à ajuster ?</b></p>
<p>3 - Le règlement est censé couvrir la totalité du territoire communal.</p> <p>Cependant, il n'est pas précisé de façon claire quel régime en matière d'enseignes s'applique ou s'appliquerait si nécessaire en dehors de l'agglomération.</p> <p>Il convient donc à tout le moins de lever cette ambiguïté et d'aligner le régime applicable hors agglomération en matière d'enseignes sur celui applicable dans les zones 1 et 2.</p>			<p>Il sera ajouté une zone 4 sur les parties situées hors agglomération, où la publicité sera soumise au régime général hors agglomération : publicité interdite sauf préenseignes dérogatoires, en matière d'enseignes les règles applicables seront celles applicables dans les zones 1 et 2 : sur façade ( ? )</p> <p>Les enseignes à plat sur mur sont limitées à un panneau de 1,5m<sup>2</sup> maximum, implanté dans l'emprise du rez-de-chaussée. Les enseignes perpendiculaires, les enseignes scellées au sol, les enseignes sur clôture, les enseignes lumineuses, sont interdites.</p>











**REGLEMENT LOCAL DE LA PUBLICITE**  
**Commune de Menneval - Eure**

**PLAN DE ZONAGE**

- Zone 1
- Zone 2
- Zone 3
- Rayon autour de l'église classée
- Limite de l'agglomération

Septembre 2018

AVAJIRE  
38 rue Dunois  
75647 Paris Cedex 13  
Tel. : 01.53.79.14.54  
ajm@ville-menneval.fr





## Commune de Menneval

N°	Voirie	Rue	Description implantation
1	VC 25	Rue du val de Durcoeur	Début et fin à 80 ml du carrefour de la RD 834/rue du val de Durcoeur direction le centre-ville de Menneval.
2	RD 43	Route de Valailles	Limite agglo du PR 0+740 au PR 1+740.
3	VC 16	Rue du Pré-Hardy	Début et fin à 440 ml depuis le carrefour de la RD 6138/ Rue du Pré-Hardy.
4	RD 6138	Route de Rouen	Limite agglo du PR 27+000 au PR 28+830.
5	VC 805	Rangée des Sablons	Début et fin à 360 ml depuis le carrefour de la grange dimière/chaussée de la mare/rangée des sablons en direction de St Léger de Rôtes.
6	VC 623	Route de Beaumont	Pendant 650 ml depuis la limite d'agglomération de Bernay.
7	RD 133	Route de Beaumont/ RD 133	Limite d'agglo du PR 1+500 au PR 2+010.

